

RÉSISTANCE SOCIALE

SOMMAIRE

Solidarité internationale – p2

Déclaration finale du FSE d'Istanbul – p2

Vie interne de RÉSO – p3

Etats généraux du service public – p4 et 5

Les 8èmes Vendémiaires de Résistance Sociale
– p5

Actualité sociale – p6

Les bras m'en tombent – p6
Dépendance : une assurance privée obligatoire ? – p6
Dévaluation et hausse des salaires – p6

Réforme des retraites – p7

Un cas concret – p7

Coup de gueule – p8

LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS !

Le mot de la présidente

Vulgarité, médiocrité, cupidité, arrogance, semblent être les nombreuses mamelles du gouvernement ... et de la période du « casse-toi pov'con » au « va te faire... », ça vole plutôt bas dans la vie publique française.

Dans cette ambiance, le président Sarkozy préfère recevoir l'ex-leader d'une équipe en perdition footballistique et morale qu'entendre la rue qui gronde. Il prétend moraliser la vie politique en restreignant le train de vie des ministères et en supprimant la garden-party du 14-Juillet alors qu'il se paie un avion personnel à 176 millions d'euros et préserve le bouclier fiscal.

Quant à son ministre du Travail qui ne manque pas une occasion d'appeler les Français au « nécessaire sacrifice » pour « sauver les retraites », qui fait payer par l'argent public des pages de pub dans les journaux vantant une « réforme juste », il est entraîné dans une sale affaire autour des démêlés fiscaux de Madame Bettencourt. Mais, pour ces gens-là, il n'y a pas d'incompatibilité à être à la fois trésorier de l'UMP et chef de l'administration fiscale, ministre du Budget et mari de l'ex-conseillère en « optimisation fiscale » de la première fortune de France. Car pour eux, il n'y a pas d'intérêt général et l'argent public peut être utilisé pour leurs menus plaisirs et nécessaire confort – des cigares et chambres d'hôtel de luxe, par exemple.

L'inquiétant est que les 3ème et 4ème pouvoirs de la République semblent être aux ordres. Du parquet, qui oublie de signaler au fisc ce qui fait soupçonner une évasion fiscale, aux dirigeants de la radio publique, qui licencient les trublions...

Ce qui rassure, c'est la réaction du peuple français. Beaucoup craignaient (et sans doute la droite espérait) que la Coupe du monde de football ne détourne les citoyens du mauvais coup porté sur les retraites. Il n'en a rien été. Même les médias aux ordres ont été obligés de le reconnaître : la mobilisation du 24 juin a été un formidable succès. A Paris, où l'antenne Ile-de-France de Réso a tenu un point de présence, nous avons vu des manifestants nombreux et combatifs. Les Français ont besoin de croire qu'ils peuvent faire plier le gouvernement, bref qu'ils peuvent gagner. Alors, leur mobilisation sera totale.

Et cela est plus essentiel que la démission de quelques ministres abandonnés par Sarkozy pour essayer de protéger un ministre du Travail définitivement discrédité.

Car s'il faut dénoncer vigoureusement cette république des copains et des coquins, il ne faudrait pas que cette dénonciation serve d'écran de fumée à la poursuite des réformes anti-sociales.

Veillons-y ensemble !



Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin
75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet :

www.resistancesociale.fr

Courriel :

webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

Tout sur les antennes et les référents de Réso dans les départements en page 3

Marinette BACHE

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Par Emilie KERDUJAL

GRANDE BRETAGNE

Le syndicat d'employés (RMT) des transports britanniques (regroupant les employés des chemins de fer, du secteur maritime et des transports) a appelé le 30 juin à des "grèves généralisées" pour protester contre les mesures d'austérité du nouveau gouvernement de coalition. Pour diviser par quatre le déficit structurel d'ici à 2014-2015, le gouvernement de David Cameron a présenté un plan d'austérité de grande ampleur. Les économies pourraient atteindre 34 milliards de livres (41 milliards d'euros) dès la première année, soit l'équivalent de 2,4% du PIB.

Les rumeurs font état d'une baisse de 25% des dépenses au budget de la Défense. Mais des augmentations d'impôts sont également attendues : la TVA devrait ainsi passer de 17,5% à 20%.

"Il va falloir des actions de grève générale et coordonnée dans l'ensemble des secteurs public et privé pour faire cesser leur attaque brutale sur l'emploi, le niveau de vie et les services publics", a dit Bob Crow, dirigeant du syndicat RMT.

ITALIE

Des centaines de milliers d'Italiens ont manifesté le 25 juin contre le plan d'austérité du gouvernement Berlusconi à l'appel de la CGIL, la principale centrale syndicale du pays.

La CGIL, qui revendique six millions de membres, avait organisé des défilés à Rome, à Milan et dans d'autres grandes villes pour exprimer son opposition aux 25 milliards d'euros d'économies décidées par le gouvernement.

Sur son site Internet, la centrale syndicale a indiqué que plus d'un million de personnes avaient pris part aux manifestations.

Dans la capitale, 40.000 personnes selon les organisateurs ont défilé en passant devant le Colisée. À Milan, la CGIL a revendiqué 80.000 manifestants.

ESPAGNE

Une grève de trois jours contre les mesures salariales du plan d'austérité adopté en Espagne ce mois-ci a affecté fin juin le métro de Madrid.

Ce plan, destiné à dégager 15 milliards d'euros d'économies, prévoit notamment une réduction de 5% du traitement des fonctionnaires. Cette mesure ne devait pas s'appliquer aux compagnies de transports publics, mais les autorités madrilènes l'ont étendue aux salariés du métro.

Le mouvement a été précédé le 8 juin d'une journée d'action dans la fonction publique. Une grève générale est par ailleurs programmée le 29 septembre pour dénoncer la réforme du code du travail qui vise à assouplir les conditions de licenciement et d'embauche et lutter contre le chômage qui touche en Espagne 20% de la population active.

BURUNDI

Philbert Ngezahayo, le président du syndicat CONAPES qui regroupe les enseignants du secondaire, a appelé ses membres à "continuer à vaquer à toutes les activités de fin du troisième trimestre jusqu'au 20 août mais à confisquer les résultats".

Le bras de fer entre ces enseignants et le gouvernement se durcit alors qu'une équipe de médiateurs a déjà rendu son rapport que le syndicat CONAPES et trois autres syndicats de l'enseignement primaire et secondaire n'ont pas reconnu.

Ces syndicats accusent le gouvernement de ne pas honorer les engagements qu'il a pris envers tous ses fonctionnaires en général et ses enseignants en particulier.

Ils reprochent également au pouvoir de ne pas faire la transposition des arriérés de l'année 2009 pour 1.843 enseignants qui n'en ont pas bénéficié. Les enseignants attendent ces arriérés de la transposition depuis janvier 2010. Le CONAPES et les trois autres syndicats demandent au gouvernement de payer la totalité du salaire annuel du moment qu'ils exécutent la totalité du travail, de restituer les imputations faites indûment sur les salaires des mois de février et mai et de procéder dans l'immédiat à l'harmonisation des rémunérations de tous les travailleurs burundais.

Un accord avait été signé entre le gouvernement et les quatre syndicats le 4 mai après deux mois de grève.

DÉCLARATION FINALE DU FSE D'ISTANBUL

Agir ensemble en Europe contre la crise

Dans un contexte de crise globale et face à l'offensive des gouvernements, de l'UE, et du FMI pour imposer des politiques d'austérité et de régression sociale, les mouvements sociaux réunis au FSE (Forum social européen) d'Istanbul appellent à agir ensemble en Europe.

Face à cette offensive, des mobilisations et des résistances se développent dans toute l'Europe. Il est urgent de construire dans la durée et dans toute l'Europe la convergence des luttes, rassemblant des mouvements sociaux, syndicats, associations et réseaux citoyens. En ce sens, nous appelons à faire du 29 septembre et de la période qui l'entoure, une première étape pour développer des mobilisations partout en Europe. Nous devons imposer des politiques alternatives permettant de satisfaire les besoins sociaux et de répondre aux impératifs écologiques.

Les mouvements sociaux européens appellent à une assemblée Européenne le 23-24 octobre (ou 13-14 novembre) à Paris pour poursuivre les réflexions et réponses à la crise, les mobilisations et la coordination des mouvements et aussi pour faire le bilan du FSE et débattre de son avenir.

VIE INTERNE DE RÉSO

LES DÉPARTEMENTS ENTRENT EN RÉSISTANCE SOCIALE !

Beaucoup d'entre-vous nous contactent afin de nous demander s'il existe près de chez eux des plateformes de débats et de discussions semblables à nos Vendémières et/ou comment il est possible de s'investir pour le développement de notre association. Elargir les convergences sur la question sociale, permettre à nos concitoyens de prendre en main les grands débats sociaux et, par ce biais, les mobiliser pour contribuer à inverser le rapport de forces aujourd'hui outrageusement aux mains des libéraux, se fera aussi sur le terrain des départements.

Jusqu'à présent, la structuration de notre association ne nous permettait que difficilement de le faire. Nous avons donc décidé de mettre en place des antennes locales.

Si vous souhaitez participer à la mise en place d'une antenne locale dans votre département, ou simplement permettre à l'information sociale de circuler, de participer aux discussions, ... nous vous invitons à prendre contact avec Michel Jallamion au 06 88 26 91 22 ou à nous écrire à : resistance.sociale@aliceadsl.fr.

Mieux : si l'un des référents ci-dessous est proche de chez vous, contactez-le directement !

Charente Maritime :	Alain GIRARD	alain.girard193@orange.fr	06 19 42 70 85
Cher :	Denis DURAND	denis.durand10@wanadoo.fr	06 82 76 19 03
Corrèze :	Jean CHATENET	jean.chatenet485@orange.fr	06 87 50 47 22 05 55 73 41 60
Gard :	André TASSIN		06.11.58.56.52
Franche-Comté :	Thierry GROFF	groff.thierry@neuf.fr	06 33 76 06 63
Hérault :	Béatrice NEGRIER	bea.negrier@wanadoo.fr	06 74 96 46 26
Loire-Atlantique :	Jean-Pierre MENARD	jeanpierre.menard@free.fr	06 87 69 67 57
Maine-et-Loire :	Daniel SALE	daniel.sale@neuf.fr	06 03 03 23 52 02 53 61 68 28
Mayenne :	Gérard BEILLARD	gerardbeillard@wanadoo.fr	06 89 93 65 46
Nord :	Yves PERLEIN	yperlein@gmail.com	06 05 44 88 57
Pyrénées-Orientales :	Chantal DECOSSE	decosse.chantal@wanadoo.fr	06 87 49 84 13
Rhône :	Martine SOUVIGNET	martine.souvignet@orange.fr	06 83 02 77 91
Sarthe :	Koffi GHYAMPHY	mkg5@free.fr	06 61 01 95 95
Paris :	Béatrice DURAND	beatrice.durand1@wanadoo.fr	06 33 82 05 15
Seine-et-Marne :	Patrice KECK	patrice.keck@orange.fr	06 30 70 17 39
Deux-Sèvres :	Gérard PENIT	gerardpenit@orange.fr	06 82 20 08 88
Tarn-et-Garonne :	Marcel BOISSAC	marcel.boissac@orange.fr	06 07 14 88 04
Vienne :	Pierre ROUSSEAU	pierre.annie.rousseau@wanadoo.fr	06 76 55 13 91
Haute-Vienne :	Olivier DUCOURTIEUX	olivier-ducourtieux@orange.fr	06 08 14 51 44
Essonne :	Serge BATHENDIER	serge.bathendier@wanadoo.fr	
Hauts-de-Seine :	Jean-Pierre LETTRON	jplettron@gmail.com	06 08 02 09 59
Seine-Saint-Denis :	Odile TISSOT	odiletissot 60@orange.fr	06 61 26 50 29
Coordination Ile-de-France :	Jean-Baptiste BOUIS	infoRESOidf@yahoogroupes.fr	06 63 33 56 26

VOUS AUSSI ENTREZ EN RÉSISTANCE SOCIALE ! REJOIGNEZ-NOUS !

ÉTATS GÉNÉRAUX DU SERVICE PUBLIC

Communiqué du Comité national pour les Etats Généraux du Service Public

Feuille de route actée par la rencontre nationale des collectifs locaux le 5 JUIN 2010 à PARIS et validée par le Comité national du 29 juin

La démarche initiée par l'appel national est validée par les collectifs locaux.

La bataille des retraites, le développement des effets de la crise, en France, en Europe et dans le monde montrent l'urgence et la justesse de notre projet. L'alternative économique, sociale, écologique qu'il nous faut construire pour rendre confiance et espoir à toutes celles et tous ceux qui subissent et payent le prix fort, passe notamment par le développement du Service Public sous une forme plus actuelle, plus démocratique, plus efficace.

Il est clair que les rythmes militants exigeront des modulations. Imposer le retrait de la contre-réforme Sarkozy sur les retraites va mobiliser toutes les énergies à la rentrée (probablement jusqu'à fin septembre au moins).

Il faut aussi penser que le débat budgétaire se mènera à ce moment là, avec vote début novembre, et vu ce qui est annoncé cela peut et doit être un moment de fortes mobilisations sur lesquelles nous appuyer et apporter notre soutien aux organisations syndicales. On devrait en profiter pour faire exister notre comité national en lien avec les luttes. Pourquoi dans ce cadre ne pas examiner – fonction bien sûr de ce qui se sera passé sur les retraites – la possibilité d'une manif nationale ou d'une journée nationale de manif – voir avec les OS.

Le travail sur le SP sera donc plus en toile de fond pendant toute cette période. Ensuite, et en s'appuyant sur ces mobilisations il nous faudra remettre au premier plan notre objectif des États généraux du SP.

La rencontre nationale des collectifs propose donc de s'engager dans une troisième étape.

Après le lancement et le travail du comité national, après la construction de plus de 40 collectifs locaux, l'objectif doit être maintenant la tenue et la réussite des États généraux nationaux du Service Public.

L'objectif est de réunir sur deux jours (dans la RP) 2 à 300 personnes issues des collectifs locaux, des organisations, des personnalités qui soutiennent et des chercheurs pour :

- le premier jour (samedi) :

- ▶ *creuser les blocs de questionnement en apportant des réponses. A partir des travaux des collectifs locaux, des contributions du comité national, des personnalités et sous l'interpellation d'experts ;*

- le second jour :

- ▶ *synthétiser en présence des porte-parole nationaux des organisations ;*
- ▶ **formaliser une charte nationale signée de tous ;**
- ▶ *décider des suites.*

Compte tenu des éléments de calendrier connus nous travaillons sur les dates des **11 et 12 Décembre 2010.**

Réussir, ceci exige d'abord, car c'est la condition de la réussite de notre projet dans la totalité de son ambition, de soumettre explicitement et individuellement aux organisations nationales signataires cette feuille de route et obtenir leur engagement et implications concrètes dans la tenue et l'organisation de ces États généraux (soutien et appui concrets auprès de leurs bases de terrain, de l'implication réelle de leurs relais locaux, de leurs initiatives propres pour promouvoir et participer à la démarche, et de la mise à disposition de leurs sites web, relations presse, de leur presse, etc.). **C'est pourquoi nous rencontrerons l'ensemble des organisations sur la base de cette feuille de route. Un nouvel appel pour la tenue des EGSP sera rendu public à la rentrée.**

Ensuite se doter d'un site Internet national correspondant à la réalité du comité national, mettant en ligne l'ensemble des contributions, listant les collectifs locaux et leurs initiatives, en lien avec les autres collectifs nationaux de lutte sur tel ou tel sujet, efficace et réactif. Le site actuel ayant fait la preuve de son incapacité à répondre à ces objectifs il nous faut en changer.

Élargir notre démarche à d'autres partenaires : Organisations de consommateurs, syndicales et associatives, ou collectifs repérés comme porteurs d'une exigence ou d'un besoin de service public (liste à établir collectivement : fournir les coordonnées et contacts).

Intensifier et élargir les collectifs locaux en osant des initiatives multiformes pour porter sur la place publique les enjeux. Susciter des contributions locales sur les différents thèmes.

Concevoir, éditer et diffuser un 4 pages relatant la rencontre du 5 juin : synthèse des débats et décisions de cette rencontre dans un 4 pages.

Collecter auprès des collectifs les échos presse locale de leurs initiatives afin de constituer un press-book national. Rencontrer la presse nationale.

Continuer à alimenter les contributions répondant aux blocs de questionnement. Ceci exige notamment qu'un travail collectif se mette en place au niveau du comité national pour, à partir des nombreuses contributions disponibles, extraire et mutualiser les questionnements et réponses.

Proposer, à partir de là, des textes de fond ou d'actualité personnalisables et reproductibles.

Organiser 3 autres ateliers « remue-méninges » sur la démocratisation, le financement et le statut, pour verser ces travaux au pot commun.

Le **Comité national** est chargé de la mise en œuvre de ces décisions.

La prochaine réunion du comité national aura lieu le MERCREDI 1er SEPTEMBRE



LES 8èmes VENDÉMAIRES DE RÉSISTANCE SOCIALE

Nos 8èmes Vendémiaires, coorganisées par Résistance Sociale et La Convergence des Services publics, se tiendront :

Samedi 20 novembre 2010 à Saint-Pierre-des-Corps (37) – Accueil à partir de 9 h 30, début des débats : 10 h 00

LA CRISE : COMMENT S'EN SORTIR ?

Accueil par Marie-France Beaufrils, sénatrice-maire de Saint-Pierre-des-Corps

1^{ère} table ronde (10 h – 12 h 30)

- Délocalisations, explosion du chômage, précarité banalisée, dégringolade du pouvoir d'achat, ...
- Casse de la Sécu, de l'emploi, des retraites, du Code du travail, des services publics, ...

Comment résister, comment converger ?

Débat animé par Jean-Claude Chailley, SG de Résistance Sociale

Intervenants pressentis : Gérard Filoche (PS), Cécile Duflot (Europe Ecologie), Patrick Quinqueton (MRC), Patrick Hallinger (animateur Convergence SP 37), Jacques Duron (UNSA), Bernard Cassen (Monde Diplomatique), FSU.

2^{ème} table ronde (14 h 00 – 17 h 30)

- Quelles politiques publiques ? Quelle construction européenne ?
- Quels rôles pour les citoyens, leurs organisations, leurs représentants ?
- Peut-on et doit-on réformer l'Etat ?

Comment construire l'alternative ?

*Débat animé par Bruno OLIVIER, journaliste à Politis
et Michel Jallamion porte-parole de Résistance Sociale*

Intervenants pressentis : Annick Coupé (Solidaires), Nasser Mansouri (CGT), Jacques Cossart (économiste, ATTAC), Jean-Luc Mélançon (PG), Pierre Laurent (PCF), Liem Hoang NOC (député européen, économiste, PS), Bernard Defaix (président de la convergence nationale des services publics).

- **Pour les personnes qui le souhaitent, des chambres à 19 € sont disponibles à l'auberge de jeunesse**
- **Nous souhaitons savoir s'il est envisageable d'organiser un départ en car de Paris à 8 h 00 (maxi 25 € A/R). Merci d'appeler le 06 88 26 91 22 si l'une de ces deux options vous intéresse.**

ACTUALITÉ SOCIALE

Communiqué de l'intersyndicale du 29 juin

**7 SEPTEMBRE : Appel à une journée de grèves et de manifestations
(CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA)**

Ces dernières semaines, les salariés du public et du privé, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraités se sont mobilisés de plus en plus massivement sur les retraites, notamment le 24 juin 2010. Ils ont réaffirmé leur opposition au projet de réforme injuste et inacceptable du gouvernement, notamment au report brutal des âges légaux à 62 et 67 ans qui pénalise particulièrement les salariés ayant commencé à travailler jeunes et ceux ayant eu des carrières chaotiques et incomplètes.

Cette réforme n'apporte, par ailleurs, pas de réponse sur le plan de la pénibilité. Elle aggrave les inégalités entre les hommes et les femmes. Les organisations syndicales dénoncent la campagne médiatique précipitée du gouvernement qui travestit la réalité du projet. Cette réforme, une des plus dures d'Europe, arrive dans une situation économique dégradée où le chômage est en hausse continue et touche plus fortement les jeunes et les seniors. Les politiques de rigueur se généralisent dans toute l'Europe en aggravant les inégalités et hypothèquent fortement toute reprise. Des initiatives intersyndicales viseront à interpeller le gouvernement et ses représentants, aux niveaux national et local, le 13 juillet, jour du Conseil des ministres qui adoptera le projet de loi. Durant l'été, les organisations syndicales interpellent les parlementaires. Les organisations syndicales **CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA** vont poursuivre leur action tout au long du processus législatif de la réforme des retraites. Elles décident d'une nouvelle journée nationale de grèves et de manifestations le 7 septembre 2010, au moment où s'ouvrira le débat parlementaire. Elles appellent tous les salariés du privé et du public, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraités à construire ce jour une mobilisation d'ampleur.

Résistance Sociale appelle bien sûr ses adhérents et sympathisants à participer à cette journée de grève et de manifestations et sera présente sur le parcours de la manifestation parisienne.

Le CA de RESO.

LES BRAS M'EN TOMBENT

Dépendance : une assurance privée obligatoire ?

Par Yves MESCOFF

C'est du moins ce que propose un groupe de travail parlementaire chargé de réfléchir, à la demande de Nicolas Sarkozy, aux évolutions législatives nécessaires pour faire face au risque dépendance, qui devrait fortement croître au cours des prochaines années.

Pour ce qui constitue un risque important et coûteux pour une partie non négligeable de la population, on aurait pu espérer que le plan de la mission parlementaire ferait appel à la solidarité nationale. Détrompez-vous : nos chers députés de la majorité n'ont rien trouvé de mieux que de proposer l'instauration d'une **assurance privée obligatoire** !

Vous l'avez compris : il s'agit d'ouvrir une nouvelle brèche dans le monopole de la Sécurité sociale en permettant aux assurances de venir la concurrencer dans un secteur important pour l'avenir.

Et après on viendra nous expliquer que la Sécurité sociale est en déficit et qu'il faut réduire ses prestations pour la sauver !!!

Dévaluation et hausse des salaires

Par Alain GÉLY

Certains économistes proposent une dévaluation qui s'accompagnerait d'une augmentation des salaires. Le chiffre de 20 %, pour la dévaluation comme pour la hausse des salaires, a été avancé par Patrick Artus. Il est vrai que l'actuelle surévaluation de l'euro est destructrice de l'industrie française et européenne et que la nécessité d'une dévaluation pourrait s'imposer. Or, en général, une dévaluation s'accompagne de mesures d'austérité. En sont presque toujours victimes les salaires au moment où les prix importés augmentent fortement, source de hausse du coût de la vie. Or, la lutte contre le chômage et les inégalités - en France et en Europe - nécessite une hausse des salaires et non une baisse de leur pouvoir d'achat !

Il est bon que des économistes qui ne nous y avaient pas habitués soient désormais convaincus de la nécessité de hausses de salaires, y compris en cas de dévaluation. Mais encore faut-il qu'il y ait véritablement une hausse des salaires. Ce n'est pas évident pour deux séries de raisons.

Tout d'abord, il convient de signaler qu'une hausse des salaires de 20 % qui accompagnerait une dévaluation de 20 % par rapport au dollar, cela impliquerait une baisse des salaires en dollars de 4 % puisque $1,2 * 0,8 = 0,96$ et non 1. Si la dévaluation est suivie d'une forte inflation (de 25 %), les salaires risquent donc d'être bouffés par la hausse des prix. Mais, il faut aussi et surtout que cette hausse de salaires soit effective et non seulement préconisée... Cela nécessiterait un changement politique radical qui ne se dessine pas dans le cadre européen actuel, c'est le moins que l'on puisse dire !

Le risque est donc sérieux que la dévaluation soit, elle, bien réelle, et que la proposition de hausse des salaires reste lettre morte, si les gouvernements ne veulent l'imposer et si les salariés ne le peuvent pas... Il reste aussi à déterminer comment cette dévaluation (de l'euro ? de monnaies qui se détacheraient de l'euro ??) serait obtenue puisqu'elle n'est pas compatible avec les institutions européennes actuelles.

Bref, ainsi formulée, cette idée plutôt bonne d'une dévaluation avec hausse des salaires serait une mauvaise idée, du point de vue des salariés, des retraités et des autres personnes à petits revenus sociaux, si on ne rompt pas avec les politiques libérales actuellement conduites en France et en Europe.

Encore un effort, donc, messieurs les économistes et politiques qui disent souhaiter une revalorisation des salaires !

RÉFORME DES RETRAITES

Communiqué de Résistance Sociale

Le 8 juillet 2010

ENCORE PLUS D'HÔPITAUX ET DE MATERNITÉS MENACÉS !

Le JDD du 4 juillet a publié une première liste de **54 établissements supplémentaires menacés à brève échéance de fermeture de leur service de chirurgie, qui, en général, les condamne.**

C'est la poursuite de la mise en œuvre de la loi HPST (loi Bachelot) qui fait des ravages dans toute la France. Notre système de santé, qui fut le 1^{er} du monde, recule à grande vitesse.

Le gouvernement organise l'inégalité et le rationnement des soins avec l'augmentation des restes à charge et la difficulté toujours plus grande d'accéder aux soins.

Les ARS organisent les fermetures, fusions, suppressions de postes à seule fin de réaliser des économies. Elles coordonnent les « partenariats » public-privé, au profit du privé qui doit rémunérer ses actionnaires, à des taux compétitifs avec ceux de la spéculation.

En déplacement en Seine et Marne, **Monsieur Sarkozy a annoncé la réforme de la dépendance** sitôt votée la réforme des retraites, en octobre selon lui.

C'est l'aveu que la réforme des retraites est le verrou des réformes suivantes, dont la dépendance et une nouvelle réforme de la Sécurité Sociale.

La protection sociale, comme l'enseignement, comme l'ensemble des services publics, fait partie des 100 mds € à dégager d'ici 2013 pour revenir dans les 3 % de déficit du Pacte de stabilité

Résistance Sociale condamne cette politique d'austérité qui va à l'encontre des besoins de la population et aggrave la crise.

Résistance Sociale demande l'arrêt des fermetures et restructurations qui se poursuivent au mépris de l'inquiétude et de la colère des personnels et des populations.

Nous demandons le retrait du projet de loi de réforme des retraites.

Une autre politique est nécessaire et possible.

RÉFORME DES RETRAITES : UN CAS CONCRET

56 ans, licencié économique face à la réforme des retraites

par Jean-Claude Chailley

Mercredi 2 juin, je tiens la permanence à la Bourse du travail de ma commune.

Un salarié arrive. Informaticien, 56 ans dans quelques jours, il vient d'être licencié pour raison économique : sa société ferme.

Pour la première fois de sa vie, il se retrouve au chômage. Il a signé une CRP (Convention de Reclassement Personnalisée) « au hasard », ne sachant pas très bien si c'est une bonne décision. Je le sens super angoissé : « à 56 ans, je n'ai aucune chance de retrouver du travail. On prend des jeunes »

« J'ai été à Pôle emploi plusieurs fois, mais je n'ai pas de réponses utilisables » ;

« J'ai envoyé plein de courriers, mais je n'ai aucune réponse aux propositions que j'ai faites, sauf une prestation de 2 jours. Mais comment je fais pour facturer 2 jours de prestation ? Il faut faire une société ? Ou peut-être le statut d'auto-entrepreneur ?...»

Je le sens sur le point de craquer bien que sous tranquillisants. On continue de discuter et je comprends **la raison de sa panique : la réforme des retraites.**

« Si l'âge légal passe à 62 ou 63 ans, il me reste 6 ou 7 ans. L'indemnisation du chômage est de 3 ans. Ce sera loin de faire la soudure : je resterai plusieurs années sans rien »

On continue de discuter, j'essaie de le reconforter, mais je suis presque aussi mal à l'aise que lui : il y a bien l'ASS ou le RSA, et encore, sous condition de ressources du foyer !. Pas vraiment de quoi le rassurer. Il risque de ne pouvoir payer son loyer....

Depuis, l'avant projet de loi a été publié. Pour lui, la retraite, c'est 61 ans et 8 mois. 2 ans et 8 mois après la fin des indemnisations chômage.

Cette réforme ne doit pas passer. Retrait du projet de loi !!!

COUP DE GUEULE

Le nouveau joujou du président

Par Jean-Luc GARNIER

Or, donc, oyez, oyez braves gens de la plèbe, notre Bien Aimé Président a, la main gauche sur le coeur (oui, il s'est aperçu à cette occasion que le coeur était à gauche, ça a dû lui faire tout drôle) et la main droite sur le portefeuille (no comment), décidé de renoncer à la petite sauterie organisée chaque année dans les jardins de son palais impérial : la garden-party de l'Elysée. Adieu donc petits-fours, adieu champagne, adieu homard, caviar, adieu pince-fesse entre gens de la haute.

Adieu donc invités sportifs (on aurait eu peine à croiser cette année quelque joueur de l'équipe de France de football, je suppose, actualité cuisante oblige, même si le cousinage bling-bling entre nos Bleus vacillants et le « loque-à-terre » de l'Elysée saute aux yeux). Adieu people de tous poils et de tous acabits (de droite, de gauche, anciens de droite, anciens de gauche, avec Sarko, on ne sait plus, il ratisse tellement large qu'on croirait un employé de chez Kiloutou...).

Une bonne nouvelle, cette annulation, pourrait-on dire : 700 000 euros d'économisés, en cette période de crise généralisée et de faillite sociale que traverse notre pays, cela pourrait être interprété comme un geste envers les chômeurs, les précaires, peut-être même un mouvement en faveur des futurs retraités (Hep !!! 700 000 euros ??? Hop dans les caisses de la Sécu !!!)... D'autant plus qu'on apprend dans le même élan de solidarité larmoyante que les "chasses présidentielles" seront remplacées par de "simples battues de régulation". Je n'ose d'ailleurs imaginer ce que ce terme recouvre (je serais militant CGT, CFDT, FO, FSU, Solidaires, UNSA, je ferais

vachement gaffe...).

Rassurons tout de même les gros actionnaires : leur bouclier fiscal ne sera, lui, même pas égratigné.

Seulement voilà, ce n'était pas connaître Sarko El Diablo... On ferme les robinets d'un côté, mais on ouvre les vannes de l'autre... En effet, notre (très) petit souverain, a décidé de prendre de la hauteur par rapport à son peuple d'en bas. Pour s'élever au-dessus de la plèbe, de ses remugles, de ses miasmes et surtout de ses revendications légitimes, il a trouvé un joli joujou, bien mieux que "casse-toi pauvre con" : un navion !!! oui !!! un zoli navion tout beau et tout cher : un Airbus à 176 millions d'euros, avec tout le confort moderne, gadgets électroniques compris !!! Vous avez bien lu : 176 MILLIONS D'EUROS !!!! (Je sais, vous avez, comme moi, du mal à vous rendre compte... Ben, comparez avec le chiffre en bas de votre fiche de paie, si vous avez la chance d'en avoir une...).

Hallucinant... Mais, croyez-moi, ouh là là !!! Sarkozy va être bien, tout là-haut, dans son palace à 20 000 euros l'heure de vol !!! Il sera au calme, loin des contraintes, loin des foules dans les rues qui, mois après mois, viennent à chaque fois plus nombreuses manifester leur ras-le-bol et leur envie d'un grand coup de balai salutaire.

Eh bien, que lui dire, que lui souhaiter ??? Sinon : dors sur tes deux grandes oreilles, petit roi, continue à ignorer la rue qui gronde... Mais gaffe à la panne de moteur, 2012 n'est plus si loin... Ouh là !!! tu vois le sol qui se rapproche ??? Ne désespère pas, petit roi : peut-être qu'un de tes amis financiers te prêtera un de ses parachutes dorés...

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

NOM.....

PRENOM :

ADRESSE :

Code postal:..... Ville : E-mail :

Tél :

Portable :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS (chèque à l'ordre de Résistance Sociale)